

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 08 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **PIROUX INDUSTRIE**

La Bergarderie  
01370 SAINT-ETIENNE-DU-BOIS

Références : 2023-RAP-S4281  
Code AIOT : 0006108528

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement PIROUX INDUSTRIE implanté 490 chemin de la Bergarderie à Saint-Étienne-du-Bois (01370).

L'inspection a été annoncée le 19/09/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

L'inspection est diligentée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 janvier 2023 pris à l'issue du constat de la non-conformité du dispositif de désenfumage, constat réalisé lors de la précédente inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIROUX INDUSTRIE
- 490 chemin de la Bergarderie – 01370 Saint-Étienne-du-Bois
- Code AIOT : 0006108528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PIROUX INDUSTRIE exploite une unité de traitement de surface et peinture par cataphorèse à Saint-Étienne-du-Bois.

Elle bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 09 avril 2019.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dimensionnement et fiabilité du dispositif de désenfumage ;
- Dispositif de prélèvement des rejets aqueux ;
- Garanties financières.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai (1)
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, articles 1.5.4 et 1.5.5	Lettre de suites	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Désenfumage	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 05/01/2023, article 1
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 4.3.6.3

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les précédents constats et remarques de l'inspection des installations classées ont été pris en compte par la société Piroux Industrie. L'exploitant a favorablement répondu à la mise en demeure du 05 janvier 2023, en ce qui concerne le dispositif de désenfumage du site.

Pour améliorer la captation des fumées, des travaux ont été réalisés sur les bains de traitement de surface (maintenance du dispositif d'aspiration et installation de pare-gouttes) et d'autres sont projetés au niveau des fours (mise en place de hottes aspirantes en entrée et sortie des fours).

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/01/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensionnement et fiabilité du dispositif
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PIROUX INDUSTRIE à Saint-Étienne-du-Bois est mise en demeure, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions relatives au dimensionnement et à la fiabilité des dispositifs de désenfumage, telles que fixées à l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 09 avril 2019.
<b>Constats :</b> 8 ouvrants de 4,18 m <sup>2</sup> par canton de 1 600 m <sup>2</sup> ont été installés en octobre 2023. Ainsi, le ratio surface d'exutoires/surface au sol est maintenant de 2,09 %, ce qui est conforme au 2 % minimum exigé à l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 09 avril 2019. Les exutoires installés sont à ouverture automatique (cartouche de gaz thermosensible) et à commande manuelle. La fiche technique des exutoires installés indique qu'ils sont bien conformes à la norme EN 12101-2 et qu'ils répondent aux caractéristiques fixées à l'article 8.2.4 de l'arrêté du 09/04/2019. <b>L'inspection des installations classées propose la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 janvier 2023.</b>  En complément de la mise en conformité des exutoires, et en réponse au précédent constat de l'inspection du 02/11/2022, l'exploitant a fait appel à un prestataire pour améliorer le dispositif de captation des vapeurs des bains de traitement de surface et des fumées des fours. Une partie des actions correctives a été réalisée (maintenance du dispositif d'aspiration et installation de pare-gouttes au niveau des bains). Des travaux sont encore programmés au niveau des fours (mise en place de hottes aspirantes en entrée et sortie des fours).  <b>L'exploitant tiendra informé l'inspection des installations classées de l'avancée de ces travaux et notamment des conséquences sur le plan et la dénomination des points de rejet à l'atmosphère.</b>
<b>Proposition de suites :</b> Levée de l'arrêté de mise en demeure du 05/01/2023

#### **N° 2 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 4.3.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipements des ouvrages de rejet

<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 heures, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.
<p><b>Constats :</b> Lors du contrôle inopiné des rejets de novembre 2022, il avait été constaté que la méthode d'asservissement du préleveur n'était pas conforme. L'échantillonneur installé au point de rejet industriel était asservi au temps et non au débit, ce qui est préjudiciable à l'obtention d'un échantillon représentatif du rejet d'autant que le rejet du site est discontinu et variable.</p> <p>L'exploitant a remplacé le débitmètre à la sortie des rejets aqueux (facture du 20/03/2023). Le préleveur est désormais asservi au débit.</p> <p>Lors du prochain contrôle par un organisme agréé, l'exploitant se fera confirmer que l'échantillonneur installé respecte bien les prescriptions de la norme NF T90-523-2 relative aux prélèvements pour le suivi de la qualité des eaux résiduares.</p> <p>L'inspection des installations classées a, par ailleurs, constaté que la température de conservation des échantillons est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, articles 1.5.4 et 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement. L'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières. Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, au montant de référence figurant à l'article 1.5.2. pour la période considérée.</p> <p><b>Constats :</b> Le 08 septembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que le dernier calcul de montant des garanties financières du site remontait à plus de 5 ans (9,5 ans) et que, depuis ce dernier calcul, l'indice TP 01 avait évolué de +19 %.</p> <p>De plus, le dernier acte de cautionnement datait du 30 juin 2018 et était valable jusqu'au 30 juin 2021.</p> <p>Par courriel du 19/09/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une actualisation du montant des garanties financières tenant compte de l'augmentation de l'indice TP 01. Le calcul a été validé par l'inspection des installations classées ; le nouveau montant à cautionner est de 129 114 €.</p> <p><b>L'exploitant a fait les démarches auprès de sa banque, mais n'a toujours pas reçu l'acte de cautionnement de cette dernière.</b> <b>Ce dernier sera transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Délai :</b> 15 jours